



Quelle est la situation des PME suisses?

Etat des lieux et perspectives
des entreprises

Partenaires en 2023:



RAIFFEISEN



Angst+Pfister



KEARNEY

Quelle est la situation des PME suisses?

Etat des lieux et perspectives des entreprises

01	L'essentiel en bref	4
02	PME suisses – des perspectives moroses?	8
03	Point de vue inchangé sur les défis macro-économiques et micro-économiques	13
04	Résilience des PME suisses – mythe ou réalité?	17
05	La mission de la politique reste inchangée: stabiliser les relations avec l'UE	24
06	Editeur et partenaires de l'étude	26
07	Le sondage	27

Chère lectrice, cher lecteur,

Pour la sixième fois déjà, nous procédons à une analyse des petites et moyennes entreprises suisses (PME) afin de mettre en exergue leur situation actuelle. Nous répondons notamment aux questions suivantes: quelle est leur situation actuelle? A quels défis sont-elles confrontées? Comment se préparent-elles pour l'avenir? Après deux années de pandémie et face aux défis géopolitiques et macro-économiques actuels, ces questions sont aujourd'hui encore largement d'actualité.

Ces deux dernières années, la plupart des PME interrogées étaient optimistes en ce qui concerne les conditions cadres en termes de politique économique et leur propre situation économique. Elles envisageaient l'avenir de manière positive, malgré les défis représentés par la hausse des prix de l'énergie, les interruptions dans les chaînes d'approvisionnement, la guerre en Ukraine et la crise entre la Chine et Taïwan.

Les thèmes qui ont préoccupé les PME n'ont que peu évolué depuis. Elles continuent de s'inquiéter des prix des matières premières, de l'énergie et de leur disponibilité, ainsi que du manque de main d'œuvre qualifiée. A cela s'ajoutent encore des défis en lien avec la maîtrise des nouvelles tendances technologiques telles que l'intelligence artificielle ou les cyberrisques et risques en matière de données qui l'accompagnent.

Les PME restent-elles optimistes pour l'avenir malgré tout? Sont-elles aussi résistantes aux crises que ce que nous avons vu et présumé ces dernières années?

Il semblerait que la majorité restent certes optimistes, mais que certaines se montrent plus prudentes quant à l'évolution future. Le nombre de PME qui évaluent positivement leur propre situation économique future et dont les perspectives en termes de croissance du chiffre d'affaires et des marges sont bonnes est en recul. Les différentes crises à répétition auraient-elles finalement laissé des traces?

Globalement, la plupart des PME suisses estiment être résistantes ou très résistantes aux crises actuelles. Néanmoins, nombre d'entre elles sont, en particulier, directement touchées par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, mais aussi par le manque de main d'œuvre qualifiée, et s'attendent encore à l'être fortement à l'avenir. Elles ont certes mis en œuvre différentes mesures pour renforcer leur propre résilience opérationnelle, mais il existe tout de même des risques.

Dans l'édition de cette année, nous faisons le point sur le thème des crises, des conséquences des défis et crises multiples à l'heure actuelle ainsi que sur les mesures prises par les PME pour renforcer leur résilience.

Nous vous souhaitons une très bonne lecture, en espérant que cet éclairage vous inspire et vous apportera, grâce aux résultats présentés, des réflexions orientées sur l'avenir pour la prospérité des PME suisses.



Fabian Siegrist
Partenaire
Kearney Zurich



Claudia Moerker
Gérante
swiss export



Roger Reist
Membre de la Direction de
Raiffeisen Suisse



Philippe Kirsch
CEO
Angst+Pfister Switzerland

01 L'essentiel en bref

Les PME suisses bravent les crises et restent optimistes. C'était la conclusion de notre étude sur les PME suisses de l'an dernier. La pandémie, l'échec de l'accord-cadre avec l'UE, la guerre en Ukraine, le manque de main d'œuvre qualifiée, les turbulences sur les marchés de l'énergie – rien ne pouvait ébranler l'optimisme de la plupart des PME suisses.

Cependant, pour la première fois depuis trois ans, leur moral semble s'assombrir. Tandis que l'an dernier, encore 73% des PME interrogées¹ évaluaient leur situation économique comme bonne à très bonne, elles ne sont plus que 63% cette année. La baisse de moral sur ces trois dernières années est encore plus importante en ce qui concerne l'avenir. Encore 62% des PME tablent sur une évolution économique bonne à très bonne de leur propre entreprise sur les 3 prochaines années, contre 76% en 2021 et 67% en 2022. En revanche, la part des PME qui s'attendent à une situation mauvaise à très mauvaise est restée stable ces deux dernières années, de même que la part de celles qui envisagent une évolution plutôt neutre. Ce moral quelque peu assombri se reflète dans les perspectives financières pour cette année. Plus que 50% tablent sur une hausse des chiffres d'affaires cette année, contre 63% en 2022 et 69% en 2021. Comparé à l'an dernier, les attentes en termes de marge sont toutefois nettement plus faibles qu'en 2021. 28% des PME interrogées prévoient une hausse des marges, contre 31% en 2022 et 39% en 2021. Cela est certes dû en partie aux effets de rattrapage des dernières années, mais la tendance montre que les PME suisses sont devenues plus prudentes en ce qui concerne leurs prévisions.

Les crises successives ont laissé des traces. Bien que 62% des PME interrogées soient bien, voire très bien préparées, aux crises actuelles et futures, une part importante d'entre elles seraient impactées, voire lourdement impactées par les récents événements et tendances macro-économiques et géopolitiques. Trois thèmes principaux ont eu, et auront encore, des répercussions majeures pour les PME:

- le manque de personnel qualifié et de main d'œuvre en général,
- la disponibilité des matières premières et de l'énergie,
- la hausse des coûts des matières premières, de l'énergie, du transport et de la logistique.

Le manque de main d'œuvre qualifiée est amené à s'accroître encore davantage. Les baby-boomers prennent leur retraite, des générations marquées par une faible natalité rejoignent le monde du travail, le taux de chômage est faible et d'après l'Office fédéral de la statistique, le nombre de postes à pourvoir a passé la barre des 100'000 postes fin 2022.

Par ailleurs, comme ces dernières années, les PME suisses interrogées estiment que les thèmes de la digitalisation et de la maîtrise des tendances technologiques ainsi que de la cybersécurité et de la sécurité des données constituent des facteurs déterminants qui auront un impact significatif sur leur situation économique et leur développement au cours des prochaines années. Pour les PME, les cyberattaques constituent notamment un risque majeur. Ce n'est guère surprenant au vu des progrès de la digitalisation, de la multiplication des cyberattaques de plus en plus sophistiquées, et de la migration croissante des données et des applications vers le cloud, ce qui a pour effet qu'elles échappent à la seule responsabilité des entreprises.

¹ Pour évaluer les conditions cadres économiques et la situation économique des PME suisses, nous avons interrogé des membres de swiss export, du Raiffeisen Centre des Entrepreneurs (RCE), des clients de Angst+Pfister AG et des entreprises contactées sur les réseaux sociaux (n=230). Pour le chapitre consacré à la «résilience», la clientèle entreprises de Raiffeisen a également été invitée à participer à l'étude (n=152).

La majorité des PME ont déjà intégré leurs réflexions concernant le renforcement de leur propre résilience face à ces différents défis et crises dans leur stratégie (49%) où y travaillent activement (27%). Les entreprises affrontent les défis ou les crises de diverses manières. Le degré de préparation et de résilience vis-à-vis de ces différentes crises varie toutefois fortement. En ce qui concerne le manque de personnel qualifié, 19% estiment être bien, voire très bien préparées, pour y faire face, alors que 20 à 23% des PME sont bien, voire très bien préparées, aux augmentations des prix et à la complication de l'accès aux matières premières et à l'énergie. Par conséquent, augmenter la résilience face aux crises semble être un impératif pour les PME suisses. Un grand nombre d'entre elles le font déjà activement et développent des approches de solution, mais la majeure partie se montrent encore réticentes à cet égard.

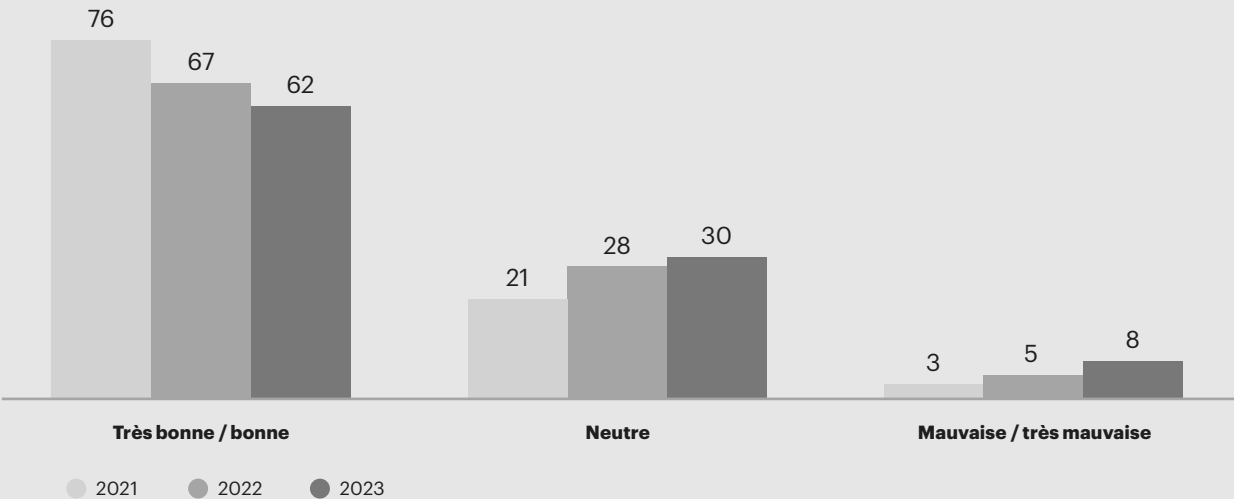
La majorité semble toutefois continuer à percevoir la place économique Suisse comme un élément important. Parmi les PME interrogées, 86% considèrent que la Suisse joue un rôle essentiel en ce qui concerne la résilience face aux crises. De leur point de vue, cela tient en particulier à la stabilité des conditions économiques et politiques, à la solidité de la monnaie, à la sécurité juridique et à l'infrastructure. Ces caractéristiques semblent toujours contrebalancer les inconvénients tels que les coûts salariaux élevés ou l'accès difficile à suffisamment de main d'œuvre qualifiée.

Pour les PME, ce qui est important pour la place économique Suisse, c'est que la relation avec l'UE soit assise sur des bases stables. Pour la cinquième fois consécutive dans notre sondage, la stabilisation de la relation entre l'UE et la Suisse est la mission et le message les plus importants adressés à la politique du point de vue des PME suisses (cf. illustrations suivantes 1 à 4).

Comme par le passé, plus de 60% des PME évaluent leur future situation économique comme bonne à très bonne – cette part connaît toutefois une baisse continue depuis trois ans.

Illustration 1:
Comment évaluez-vous la situation économique future de votre entreprise au cours des trois prochaines années?

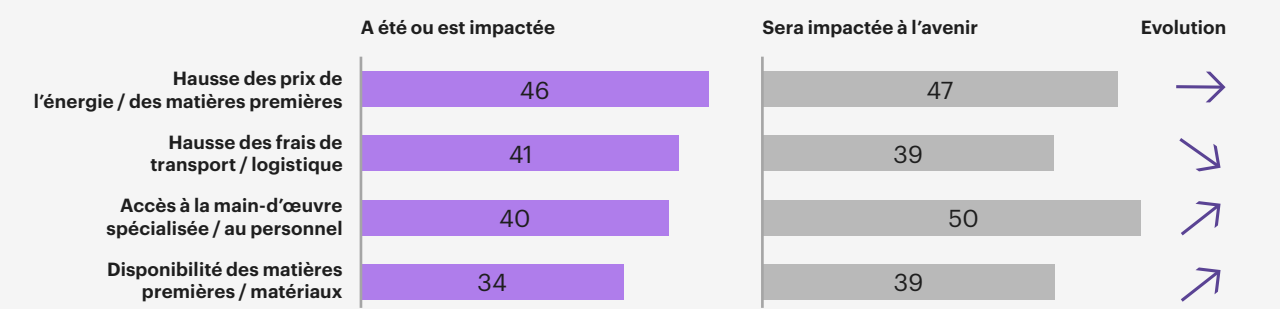
Valeurs exprimées en pourcentage



Les PME suisses considèrent que la hausse des prix des matières premières, de l'énergie, du transport et de la logistique ainsi que la disponibilité des matières premières, de l'énergie et de la main d'œuvre qualifiée sont les défis qui les préoccupent le plus à l'heure actuelle.

Illustration 2:
Par quelles crises votre entreprise a-t-elle été ou est-elle fortement impactée et quels crises et défis l'impacteront de manière significative à l'avenir?

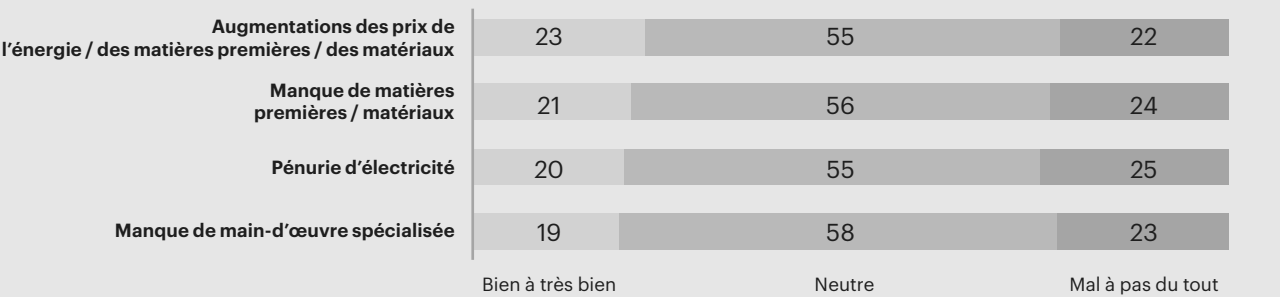
En %, y compris les réponses multiples



Un grand nombre de PME ne sont pas suffisamment préparées aux crises et aux principaux défis qui les attendent à l'avenir.

Illustration 3:
Dans quelle mesure votre entreprise est-elle parée aux crises et défis suivants?

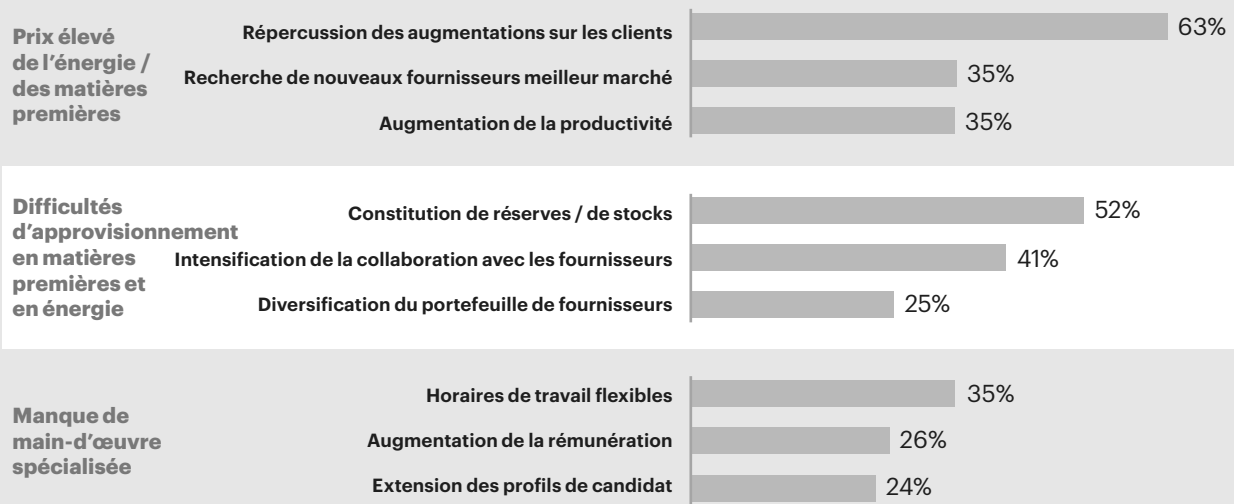
Valeurs exprimées en pourcentage



Les PME prennent différentes mesures pour affronter les crises et défis majeurs et renforcer leur propre résilience.

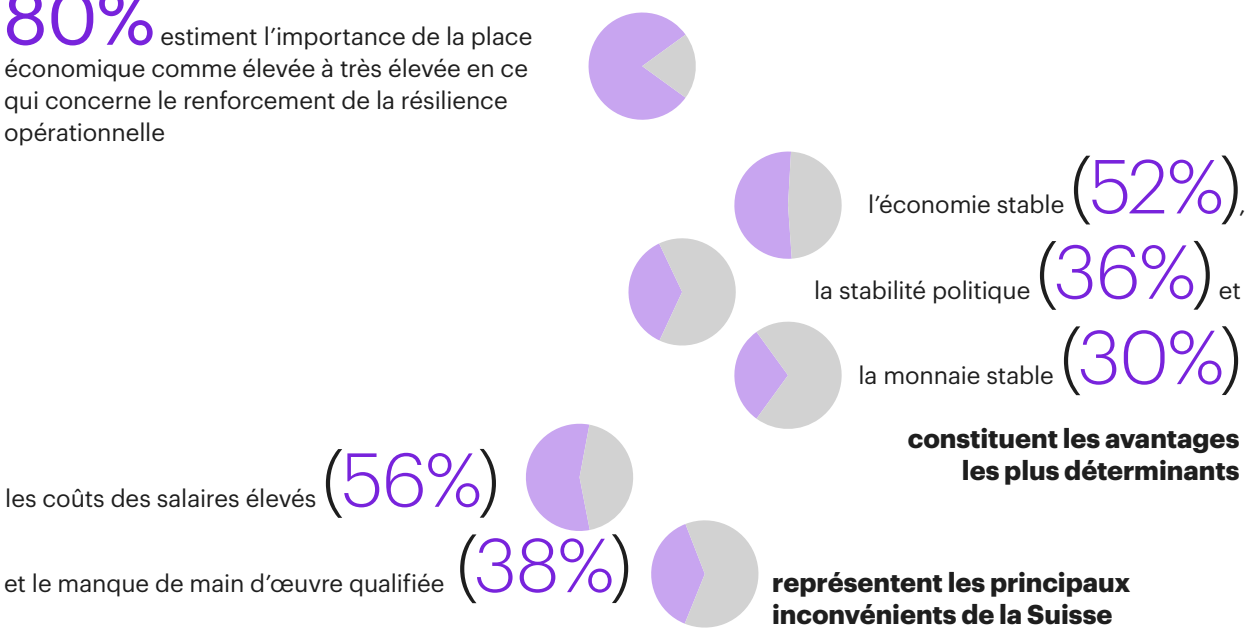
Illustration 4:
Quelles mesures avez-vous entreprises pour renforcer votre résistance face aux différents défis et crises?

Valeurs exprimées en pourcentage



La place économique Suisse contribue fortement au renforcement de la résilience des PME.

80% estiment l'importance de la place économique comme élevée à très élevée en ce qui concerne le renforcement de la résilience opérationnelle



02 PME suisses – des perspectives moroses?

Ces dernières années, l'optimisme des PME suisses au regard des crises multiples et consécutives n'a cessé de nous surprendre. Malgré la pandémie mondiale, les crises géopolitiques comme la guerre en Ukraine ou l'interruption des chaînes de création de valeur mondiales et de l'approvisionnement de l'économie en matières premières et en énergie qui en découle, la plupart d'entre elles sont restées optimistes pour l'avenir. Les effets de la pandémie mondiale semblent maintenant derrière nous, mais l'inflation durable, la hausse des taux d'intérêt, la pression concurrentielle et de la digitalisation croissantes, et le manque de main d'œuvre qualifiée continuent de mettre les PME au défi.

Le tableau des dernières années selon lequel les PME suisses parviennent à gérer et à maîtriser les crises avec succès se confirme-t-il, ou est-ce que les crises et défis durables et en constante évolution mettent leur moral à rude épreuve?

Il ressort clairement du sondage que 62% des PME suisses considèrent les conditions cadres en termes de politique économique comme bonnes à très bonnes. Cette valeur connaît certes un léger recul comparé à l'an dernier (66%), mais elle reste relativement stable. La part des entreprises qui décrivent ces conditions cadres comme mauvaises à très mauvaises a cependant baissé plus fortement, passant de 13% en 2021 à 9% en 2022 et 8% cette année. Ainsi, les craintes exprimées par les PME l'an dernier – à l'époque, seules 49% tablaient sur des conditions cadres économiques bonnes à très bonnes au cours des douze prochains mois – ne se sont pas confirmées. Le sondage avait alors été mené à une période où la crise énergétique s'aggravait et où les prix de l'énergie augmentaient massivement. Pourtant, douze mois plus tard, la tendance se poursuit. Parmi les PME interrogées, 48%, soit presque autant que l'an dernier, tablent sur des conditions cadres économiques et politiques bonnes à très bonnes pour les douze prochains mois. La part de celles qui s'attendent à des conditions cadres mauvaises à très mauvaises n'a quant à elle pas augmenté, mais légèrement baissé. Davantage d'entreprises (41%) évaluent les conditions de façon neutre comparé à l'an dernier (34%).

Les PME suisses sont plus prudentes en ce qui concerne l'avenir – seules 48% d'entre elles jugent que les conditions cadres économiques et politiques sont bonnes à très bonnes pour les douze prochains mois.

Il est intéressant de noter que les petites PME (dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 millions de francs suisses) en particulier évaluent les conditions cadres en termes de politique économique comme globalement plus positives que les grandes entreprises. Cela peut être lié au fait qu'elles mènent leurs activités en premier lieu sur le marché national et que les plus grandes entreprises sont davantage dépendantes de l'évolution économique dans les pays limitrophes au moins. C'est du moins ce que suggèrent les études des dernières années (illustration 5, page 9).

Ce point de vue quelque peu réservé sur les conditions cadres économiques et politiques se reflète en conséquence dans l'évaluation de la propre situation économique. La part de PME qui jugent que leur propre situation économique est bonne à très bonne a chuté de 10 points de pourcentage comparé à l'an dernier, pour atteindre 63%, alors que la part de celles qui l'estiment comme mauvaise à très mauvaise est restée relativement stable à aujourd'hui 7%. Près de 30% ont un point de vue neutre sur leur propre situation. L'évaluation ne dépend pas de la taille de l'entreprise. Que leur chiffre d'affaires soit inférieur ou supérieur à 10 millions, elle reste en effet plus ou moins la même. L'an dernier, nous avons constaté de grandes disparités dans cette perception; les petites PME étaient jusqu'à 30 points de pourcentage moins nombreuses à évaluer leur propre situation économique comme bonne à très bonne (illustration 6, page 9).

Illustration 5:
Comment évaluez-vous les conditions cadres actuelles en Suisse en termes de politique économique, aujourd’hui et dans les douze prochains mois?

Valeurs exprimées en pourcentage

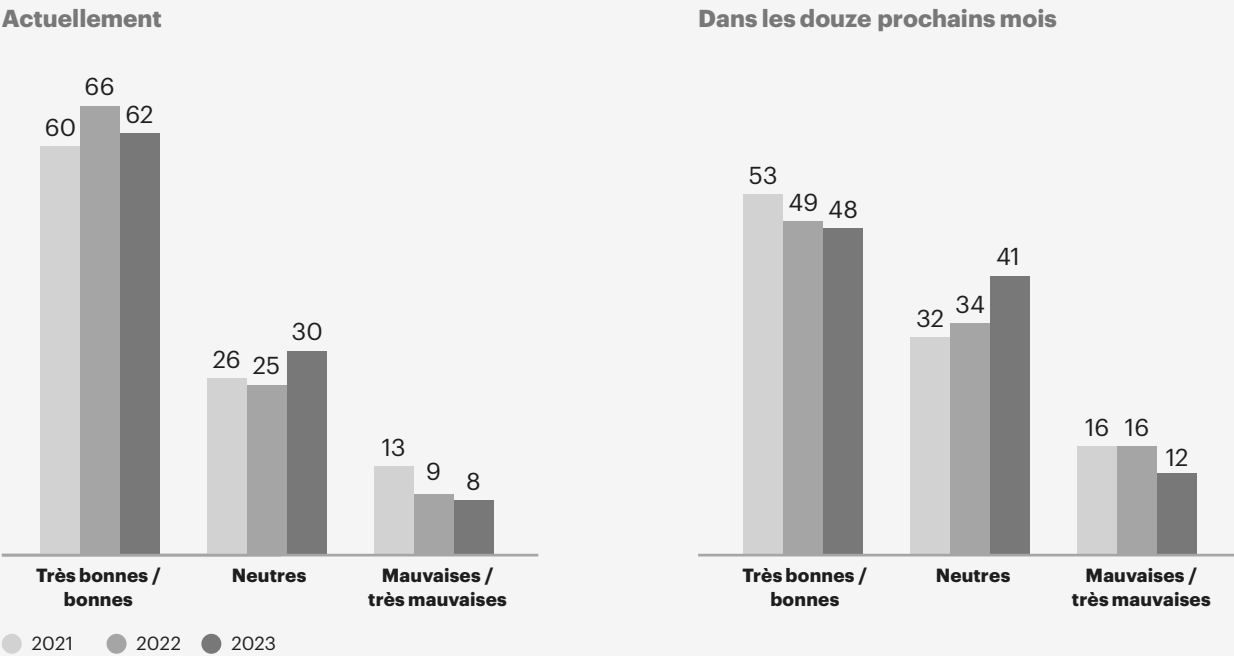
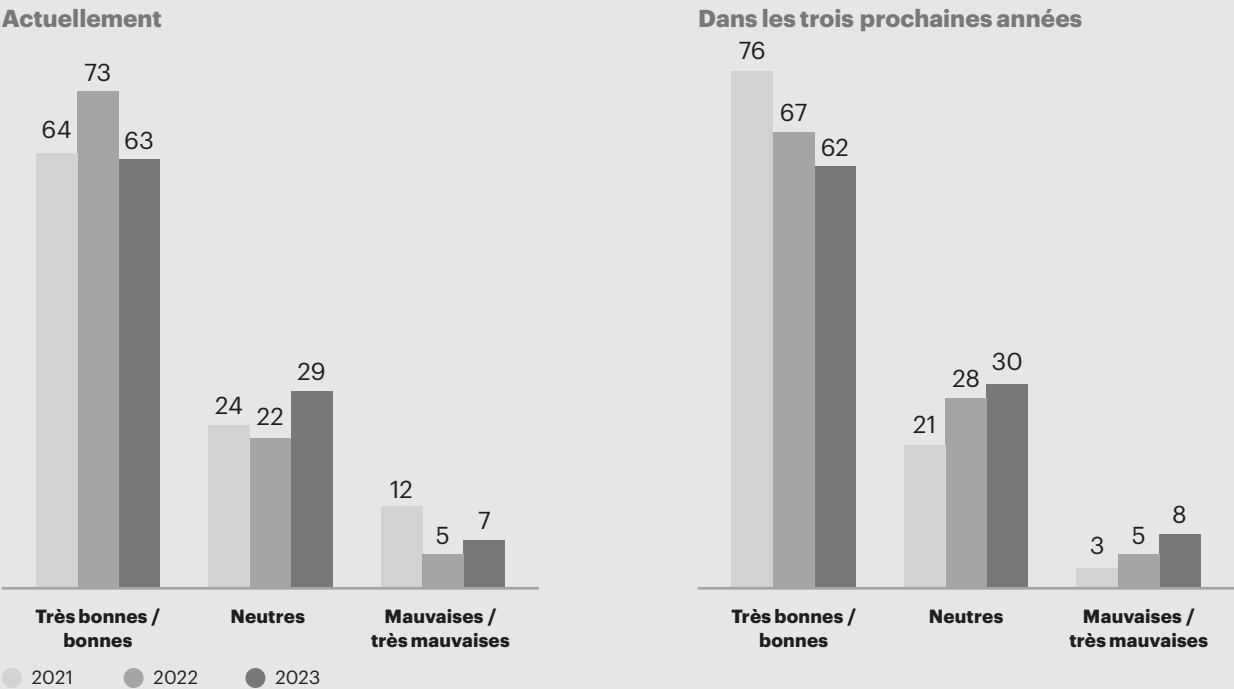


Illustration 6:
Comment évaluez-vous la situation économique de votre entreprise, aujourd’hui et dans les trois prochaines années?

Valeurs exprimées en pourcentage



L'évaluation de la situation actuelle est toutefois moins inquiétante que les perspectives. Depuis trois ans, nous enregistrons un recul du nombre de PME qui jugent que leur propre situation économique est bonne à très bonne pour les 3 prochaines années. Elles étaient encore 76% en 2021, mais ne sont plus que 62% en 2023. La part des entreprises qui décrivent les perspectives comme étant mauvaises à très mauvaises demeure à un faible niveau de 8%. Durant les années de pandémie, nous rapportions que les entreprises surmontaient la crise étonnamment bien, la majorité enregistrant encore une croissance et des évolutions positives des marges. De nombreuses décrivaient par ailleurs la pandémie comme un phénomène de courte durée et évaluaient ses conséquences comme limitées. Cette évaluation et le constat selon lequel de nombreuses PME se considèrent comme bien armées pour maîtriser les crises multiples a amené nombre d'entre elles à envisager leurs propres perspectives de développement avec optimisme. Cette estimation s'est-elle avérée erronée? Les répercussions de la pandémie et des autres facteurs de crise comme la guerre en Ukraine ainsi que la pénurie et les prix des matières premières et de l'énergie ont-ils eu en réalité un impact plus négatif à moyen terme? D'autres défis pourraient-ils en être responsables?

62% des PME suisses estiment leur propre situation économique future comme bonne à très bonne – soit 14 points de pourcentage de moins qu'en 2021, l'année de la pandémie.

Un coup d'œil sur l'évolution du chiffre d'affaires au cours des douze derniers mois ne permet de tirer aucune conclusion. Au cours des deux années, environ 60% des entreprises ont fait état d'une évolution positive de leur chiffre d'affaires. La répartition des PME en ce qui concerne les différentes fourchettes de croissance est elle aussi restée stable (illustration 7).

Illustration 7:
Comment le chiffre d'affaires de votre entreprise a-t-il évolué ces douze derniers mois?

Valeurs exprimées en pourcentage

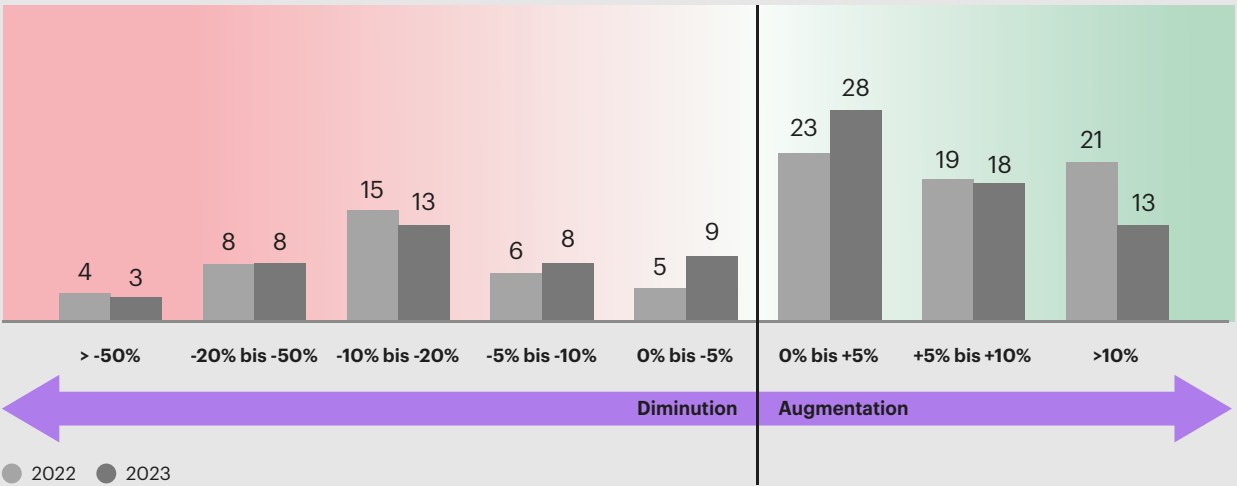
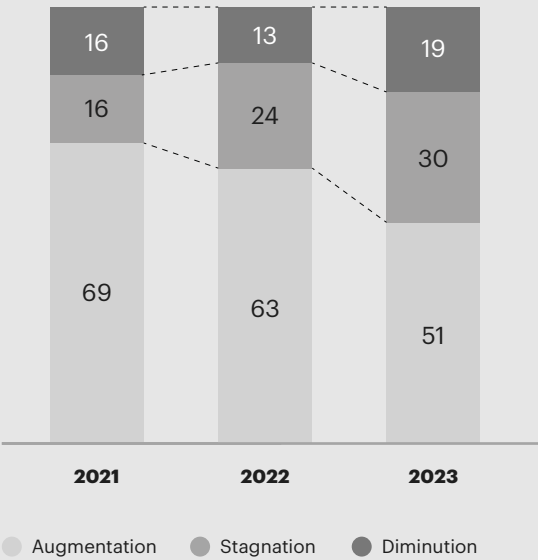


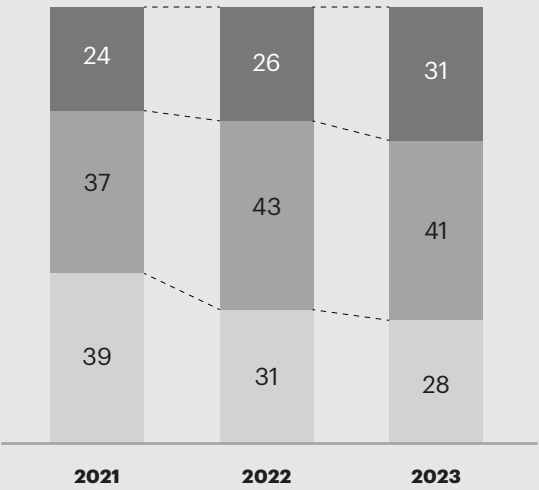
Illustration 8:
Comment les chiffres clés suivants de votre entreprise vont-ils évoluer au cours de cette année?

Valeurs exprimées en pourcentage

Chiffre d'affaires global



Bénéfice sur le chiffre d'affaires



Depuis 2021, la part de PME qui prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires et de leurs marges est en constante baisse.

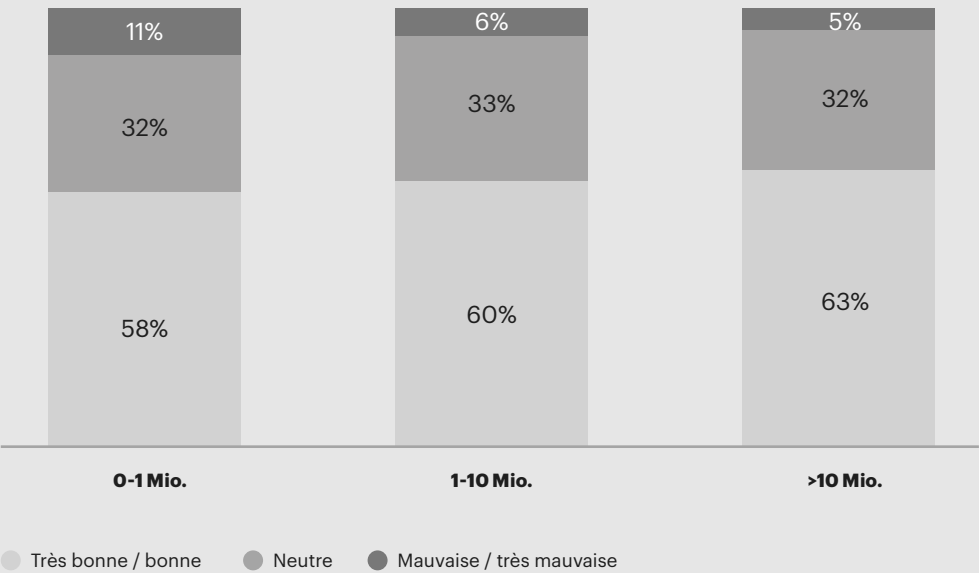
L'évaluation prudente de la propre situation économique semble refléter l'évolution financière durant l'exercice en cours. La part des PME qui tablent sur des chiffres d'affaires et des marges en hausse pour l'année en cours a reculé en continu ces trois dernières années. Elles ne sont plus que la moitié à peine à attendre une augmentation de leur chiffre d'affaires contre encore 69% en 2021. Seules 28% des PME interrogées prévoient une hausse de leurs marges. Il convient de suivre cette évolution de près. Manifestement, les PME suisses ont bien surmonté l'année 2022, mais 2023 semble être une année difficile pour ces entreprises (illustration 8).

Les perspectives assombries peuvent être vues comme un indice que, malgré leur résilience face aux crises, l’environnement macro-économique et géopolitique leur donne davantage de fil à retordre que ces dernières années. Cependant, on observe que les grandes entreprises semblent être légèrement plus optimistes que les petites. Tandis que 63% des PME dont le chiffre d’affaires dépasse les 10 millions évaluent leur future situation économique comme bonne à très bonne, cette part descend à 58% pour les entreprises avec un chiffre d’affaires inférieur à un million (illustration 9).

Dans l’ensemble, on constate que les PME suisses sont plus pessimistes en ce qui concerne leur propre situation économique et l’environnement économique et politique. Les estimations concernant l’évolution du chiffre d’affaires et des marges sont plus réservées. Après avoir ressenti nettement plus d’optimisme ces dernières années, elles sont éventuellement les premiers signes que les crises multiples mettent tout de même les entreprises suisses en difficulté.

Illustration 9:
Comment évaluez-vous la situation économique de votre entreprise dans les trois prochaines années?

Valeurs exprimées en pourcentage



03 Point de vue inchangé sur les défis macro-économiques et micro-économiques

Les PME suisses sont moins confiantes quant à l'avenir que les années passées, qu'elles semblent avoir bien gérées malgré les crises multiples. Les études des dernières années ont montré que les PME suisses sont tout à fait en mesure de générer des résultats positifs, même durant les années difficiles, et de faire face aux défis macro-économiques et micro-économiques. D'après notre étude, cela est principalement dû à trois facteurs.

Premièrement, la majorité des entreprises étaient fondamentalement bien préparées aux crises. Deuxièmement, les PME ont été moins impactées par les crises comme la pandémie ou la guerre en Ukraine que ce que l'on aurait pu craindre et ont considéré leurs conséquences comme de courte durée. Enfin, des mesures ont été prises rapidement, à l'image des crédits COVID-19, permettant d'amortir les effets potentiels. Au regard de ces observations des dernières années, nous nous demandons en particulier quels sont les facteurs à l'origine des perspectives plus pessimistes et quels défis préoccupent les PME suisses. Quels sont les risques conjoncturels pour les douze prochains mois? Qu'est-ce qui influence le plus leur situation économique?

Les prix élevés de l'énergie et des matières premières restent le risque conjoncturel le plus important pour les PME suisses, même si son importance est en recul comparé à l'an dernier.

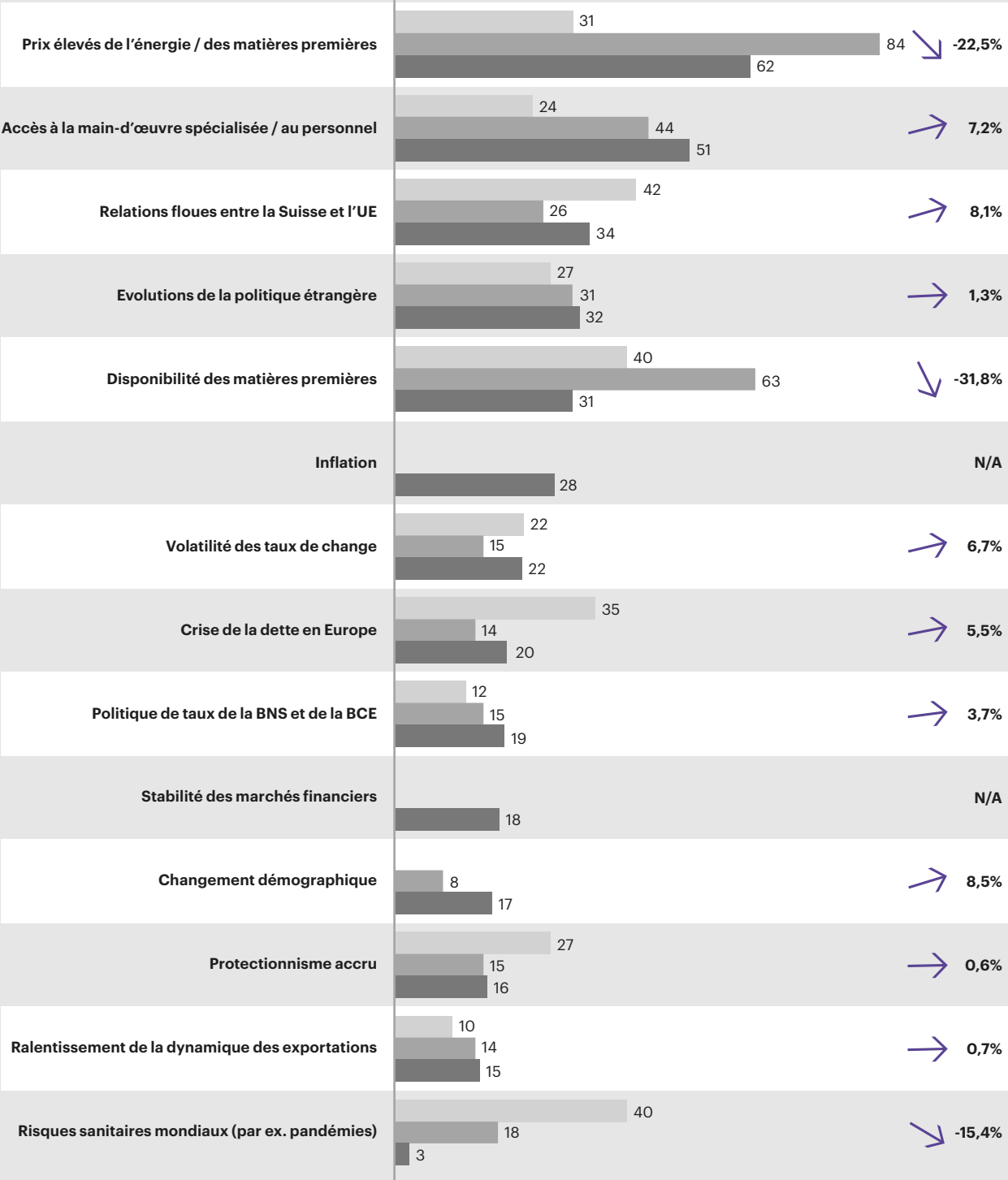
Lors du sondage mené l'an dernier, les prix élevés de l'énergie et des matières premières étaient considérés comme le risque conjoncturel essentiel. A l'époque, cela n'était pas surprenant au vu du conflit entre l'Ukraine et la Russie et ses lourdes conséquences pour la sécurité d'approvisionnement en gaz dans toute l'Europe. Entre-temps, la situation s'est nettement détendue et depuis le début de l'année 2023, le prix du gaz s'est de nouveau stabilisé autour de sa moyenne sur cinq ans. Néanmoins, 62% des PME suisses considèrent toujours les prix élevés de l'énergie et des matières premières comme le risque conjoncturel le plus important pour les douze prochains mois. Avec près de 22 points de pourcentage de moins que l'an dernier, le thème reste toutefois en tête des préoccupations. La disponibilité des matières premières, considérée comme le deuxième risque conjoncturel majeur l'an dernier avec 63% de mentions, occupe une place nettement moins centrale pour les PME suisses cette année. Elles ne sont en effet plus que 31% à mentionner ce point parmi les principaux risques conjoncturels.

Cependant, depuis des années, le thème de l'accès à la main d'œuvre qualifiée et au personnel prend de l'ampleur. Considéré comme un risque conjoncturel majeur par seulement 24% des PME en 2021 et 44% en 2022, ce chiffre a grimpé à 51% aujourd'hui. Cela n'est guère surprenant. Quel que soit leur secteur d'activité, les PME interrogées ont du mal à trouver du personnel qualifié et à le conserver. Avec le durcissement de la concurrence mondiale dans la quête de talents possédant des compétences essentielles en matière de technologies et de digitalisation, le taux de chômage historiquement bas et l'accélération de l'évolution démographique, l'offre se réduit comme peau de chagrin. Une demande élevée fait face à des générations marquées par une faible natalité et aux départs à la retraite des baby-boomers. D'après l'Office fédéral de la statistique, plus de 120'000 postes n'étaient pas pourvus fin 2022. Tous les secteurs sont concernés, de l'industrie manufacturière au secteur de la santé, en passant par l'hôtellerie, l'informatique et le bâtiment.

Illustration 10:
Quels seront, à votre avis, les principaux risques conjoncturels des douze prochains mois?

Valeurs exprimées en pourcentage, plusieurs réponses possibles

Variation par rapport à l'an dernier



● 2021 ● 2022 ● 2023

Nous continuons également d'observer de près les risques conjoncturels potentiels s'inscrivant dans un contexte géopolitique. La guerre qui perdure en Ukraine et la situation toujours tendue dans le Pacifique Sud continuent d'inquiéter. Les interruptions des chaînes de création de valeur mondiales passées et qui sont toujours d'actualité sont en partie le résultat de ces tensions. Parmi les autres thèmes géopolitiques non résolus, on peut également citer la relation entre la Suisse et l'UE. Les relations floues avec l'UE se placent en troisième place des principaux risques conjoncturels cités (34%). Les évolutions de la politique étrangère arrivent en quatrième position avec 32%. Les deux thèmes ont gagné en importance comparé à l'an dernier, avec une hausse comprise entre 7 et 8%.

Il est intéressant de noter que les thématiques financières et de politique monétaire gagnent en importance, sans pour autant être mentionnés parmi les principaux risques conjoncturels. Avec 28% de mentions, l'inflation arrive en sixième place du classement des principaux risques conjoncturels. La crise de l'endettement en Europe semble maîtrisée et est perçue comme un risque conjoncturel par 20% seulement, la politique de taux de la BNS et de la BCE ainsi que la stabilité des marchés financiers étant mentionnées respectivement par 19% et 18% des PME interrogées. Cela peut être lié au fait que les thèmes sont moins palpables d'une part, et ont moins de conséquences directes pour les PME suisses de l'autre. Les risques sanitaires mondiaux sont relégués à la dernière place, avec seulement 3% de mentions. Les PME ne perçoivent plus de risque en la matière pour les douze prochains mois (illustration 10, page 14).

Tandis que les principaux risques conjoncturels n'ont donc que peu évolué au cours des douze derniers mois, les thèmes ayant le plus d'impact sur l'évolution économique des PME suisses sont restés pour la plupart inchangés.

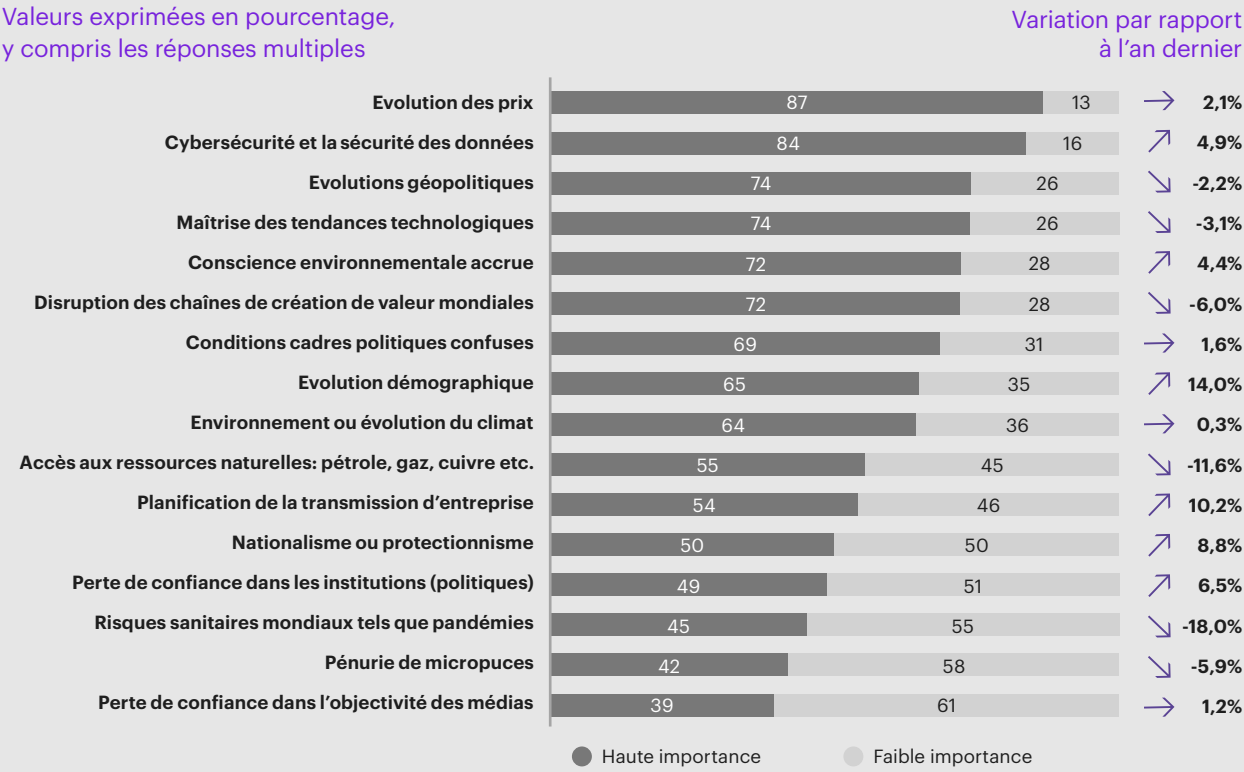
Elles estiment que l'évolution des prix est le facteur le plus important (87% de mentions) qui pourrait avoir la plus grande incidence sur leur propre situation économique. Les thèmes de la cybersécurité et de la sécurité des données, les évolutions géopolitiques et la maîtrise des tendances technologiques viennent compléter le top 4.

L'évolution des prix, la cybersécurité et la sécurité des données, les évolutions géopolitiques ainsi que la maîtrise des tendances technologiques sont les risques qui influencent le plus la situation économique des PME suisses.

Du point de vue des PME, le thème des prix et de l'inflation, vraisemblablement en rapport avec les prix de l'énergie et des matières premières, reste une préoccupation majeure. Une fois de plus, ce n'est pas une surprise. Les deux dernières années ont montré que les prix pouvaient se montrer très volatiles en très peu de temps. En outre, malgré les interventions drastiques des banques centrales, l'inflation moyenne à long terme élevée, en particulier dans la zone euro et en Amérique du Nord. Les PME doivent composer avec cette volatilité et trouver des méthodes adaptées pour compenser la volatilité des prix, que ce soit via la répercussion sur les clients ou via le recours à des instruments financiers.

Le deuxième thème le plus important, à savoir la cybersécurité et la sécurité des données, a lui aussi gagné en importance. 84% des PME suisses accordent une grande importance à ce défi, la maîtrise des tendances technologiques y étant aussi étroitement liée (74%). L'évolution technologique et la digitalisation, et par conséquent l'importance des données continuent d'augmenter. La vitesse et l'étendue de l'évolution des technologies telles que l'intelligence artificielle sont impressionnantes. Les PME comme les grands groupes ont bien du mal à suivre le rythme et doivent identifier les opportunités et risques qui en découlent pour leur propre activité (illustration 11, page 16).

Illustration 11:
Quelle est l'importance des facteurs suivants pour l'évolution économique de votre entreprise?



En tant que facteur d'influence sur la situation économique, l'évolution démographique revêt désormais une importance majeure, ce qui n'étonne guère dans le contexte de pénurie durable de main-d'œuvre qualifiée. Le thème de la planification de la transmission gagne lui aussi en importance. Les baby-boomers prennent leur retraite. Les postes, mais aussi la transmission d'entreprises entières doivent être revus et pourvus. Le manque de main d'œuvre qualifiée évoqué contribue certainement de manière considérable à cette thématique.

Un autre facteur qui semble être devenu d'autant plus important est l'inquiétude quant au développement du nationalisme et du protectionnisme. Dans le monde entier, nous observons certainement depuis le début de la pandémie, mais aussi avant, un durcissement des opinions politiques et un renforcement des partis nationalistes. Cela ne concerne pas uniquement l'Allemagne, où l'Alternative für Deutschland (AFD) connaît une forte croissance, mais aussi les pays scandinaves comme la Finlande ou la Suède, dans lesquels les gouvernements sont dirigés par des partis plutôt nationalistes depuis peu.

Dans l'ensemble, on constate toutefois que pour les PME suisses, les défis en lien avec les risques conjoncturels et les facteurs qui influencent le plus leur situation économique n'ont que peu évolué comparé à l'an dernier, du moins pas au point de modifier le classement des différents facteurs. Le certain pessimisme dont font preuve les PME quant à l'avenir semble davantage lié à leur influence attendue. Il est toutefois également possible que les PME suisses, qui se sont montrées plutôt résilientes ces dernières années pour les raisons ci-dessus, aient finalement plus de mal à maîtriser les défis aujourd'hui.

Dans l'étude de cette année, nous nous sommes basés sur la résilience globalement élevée observée par le passé pour approfondir le thème de la résistance des PME suisses. Nous avons demandé à ces dernières ce qu'elles entendaient par le terme de résilience, ce qu'il signifie et avec quelles mesures elles réagissent à différentes situations de crise. Le chapitre suivant vous fournit un aperçu détaillé du thème de la résilience / résistance des PME suisses.

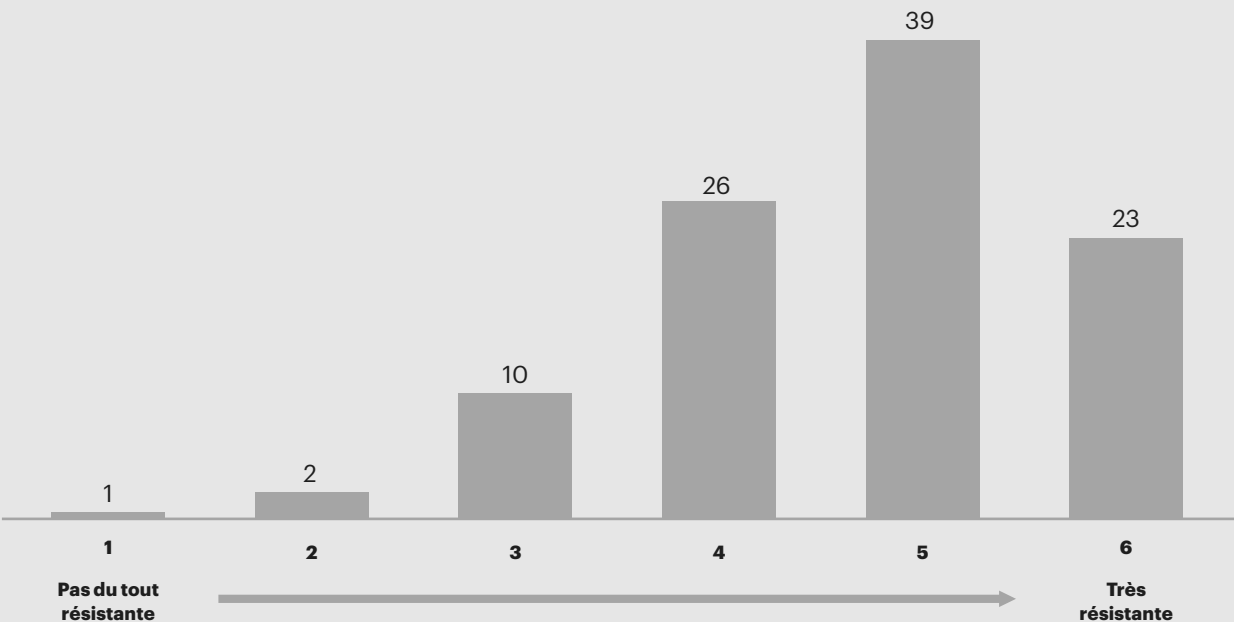
04 Résilience des PME suisses – mythe ou réalité?

A une époque marquée par des situations de crise durables et consécutives, il est particulièrement important que les entreprises fassent preuve d'une résilience ou d'une résistance élevées pour relever les défis et exploiter les opportunités qui se présentent dans de telles situations. Dans ce contexte, la résilience désigne la capacité des entreprises à réagir aux situations de crise de façon appropriée afin d'atténuer leurs conséquences pour l'entreprise, voire de les prévenir ou même d'en profiter. Il ne s'agit là pas uniquement de garantir l'approvisionnement en matières premières et en produits semi-finis essentiels afin de contrer les interruptions des chaînes de création de valeur, mais aussi de concevoir des modèles d'affaires durables. Ce dernier point est essentiel pour bien positionner son entreprise d'un point de vue stratégique vis-à-vis des mégatendances mondiales comme l'évolution démographique, la sensibilité accrue à la protection du climat et de l'environnement ou la digitalisation durable.

62% des PME suisses jugent qu'elles sont résistantes à très résistantes aux crises multiples actuelles.

Illustration 12:
A quel point votre entreprise est-elle résistante aux multiples crises actuelles?

Valeurs exprimées en pourcentage



1= Pas du tout résistante / 6 = Très résistante

Une meilleure préparation aux crises et le renforcement général de la résilience opérationnelle semblent être un thème important pour la majorité des PME. Parmi les PME interrogées, 49% considèrent déjà la résilience comme un aspect essentiel de leur stratégie, 27% indiquent au moins y travailler activement et seulement un quart ne développe pas activement de stratégie. En conséquence, 62% d'entre elles jugent qu'elles sont résistantes à très résistantes aux crises multiples actuelles. Certaines auraient encore quelques efforts à fournir, tandis qu'un petit nombre, à peine 3%, estiment être peu voire pas du tout résistantes aux crises. Les dernières années marquées par la pandémie, les guerres et les interruptions de la chaîne de création de valeur ainsi que les perturbations sur les marchés de l'énergie et des matières premières qui en découlent, ont sans doute fortement sensibilisé de nombreuses PME suisses (illustration 12, page 17).

L'objectif stratégique de renforcer la résilience ne se concentre pas en premier lieu sur des chiffres clés financiers, mais sur la clientèle et collaboratrices et collaborateurs. Pour 75% des PME suisses, la satisfaction de la clientèle est de loin le facteur le plus déterminant auquel elles mesurent leur propre résilience, suivi de la satisfaction du personnel avec 48%. Ces deux facteurs constituent des conditions décisives pour garantir leur propre situation économique à long terme. Les chiffres clés financiers figurent toutefois dans le top 5. Dans les situations de crise, la résilience réelle se mesure à la stabilité des marges (45%), à la flexibilité financière (44%) et à la croissance du chiffre d'affaires (40%); il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les entreprises utilisent ces chiffres clés en tant que valeurs de référence centrales pour la résistance. Il est intéressant de noter que la croissance des parts de marché, donc celle au détriment de la concurrence, joue un rôle secondaire et que l'on mise plutôt sur la croissance au rythme du marché.

La résilience opérationnelle accrue vis-à-vis des crises est un thème complexe aux multiples facettes. Des défis et crises différents requièrent des mesures diverses. Les thèmes les plus urgents qui préoccupent les PME suisses ne sont pas surprenants et reflètent le point de vue sur les principaux risques conjoncturels et les facteurs qui ont le plus d'influence sur la situation économique de ces dernières. Trois crises ou défis principaux ont le plus affectés les PME suisses récemment, ou les affecteront encore fortement à l'avenir (illustration 13, page 19):

- le manque de personnel qualifié et de main d'œuvre en général,
- la disponibilité des matières premières et de l'énergie,
- la hausse des coûts des matières premières, de l'énergie, du transport et de la logistique.

Pour les PME suisses, c'est l'évolution des prix qui revêt la plus grande importance pour la propre situation économique. Cela semble notamment être dû au fait que 46% des PME suisses ont été impactées, voire très impactées par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, et 41% par l'augmentation des coûts du transport et de la logistique. Ces deux thèmes les concerneront encore dans le futur (respectivement 47% et 39%). Non seulement les prix ont été et restent un problème, mais aussi la disponibilité. Environ un tiers des PME indiquent être impactées, voire fortement impactées, par la disponibilité des matières premières et des matériaux, et 39% tablent sur des difficultés d'approvisionnement à l'avenir.

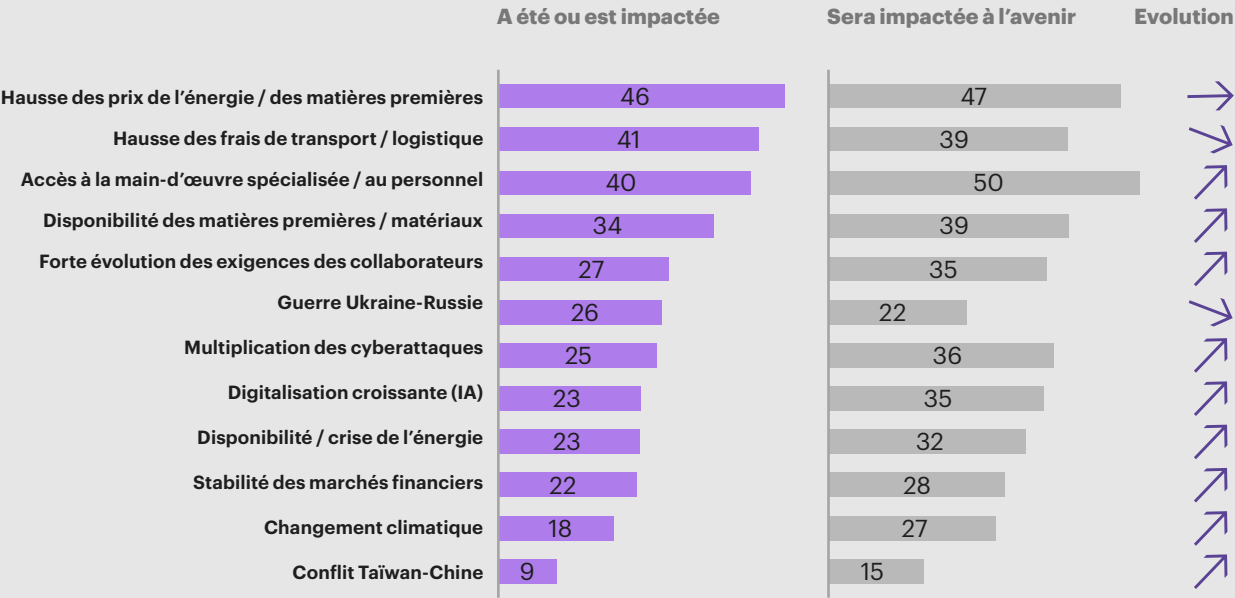
46% des PME suisses ont été impactées, voire très impactées, par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, et 41% par l'augmentation des coûts du transport et de la logistique.

En outre, 40% indiquent avoir été fortement, voire très fortement, touchées par le manque de main d'œuvre qualifiée. Et la situation devrait encore s'aggraver. La moitié des PME rapporte qu'elles seront fortement voire très fortement impactées par le manque de personnel qualifié à l'avenir.

Il est intéressant de noter que les cyberattaques constituent elles aussi un thème important, et qu'elles vont le rester. Parmi les entreprises interrogées, 25% indiquent être concernées par ce thème, et 36% tablent sur de futurs problèmes en la matière. Il n'est donc pas étonnant que le thème de la cybersécurité et de la sécurité des données figure dans le top 3 des facteurs en ce qui concerne l'évolution économique future de l'entreprise. Avec les progrès de la digitalisation, la migration accrue d'applications vers le cloud et les cyberattaques de plus en plus fréquentes et professionnelles, cette thématique gagnera davantage en importance.

Illustration 13:
Par quelles crises votre entreprise a-t-elle été ou est-elle fortement impactée et quels crises et défis l'impacteront de manière significative à l'avenir?

En %, y compris les réponses multiples



Ces observations vont de pair avec les réponses des entreprises lorsque nous leur demandons si elles perçoivent plutôt une opportunité ou un risque dans le cadre de ces crises et défis. Du point de vue des PME, le risque le plus important réside clairement dans la multiplication des cyberattaques, la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie et leur disponibilité ainsi que l'accès à du personnel qualifié. En revanche, elles ont plutôt tendance à percevoir comme une opportunité plutôt qu'un risque l'évolution des exigences des collaboratrices et collaborateurs et la digitalisation, par exemple.

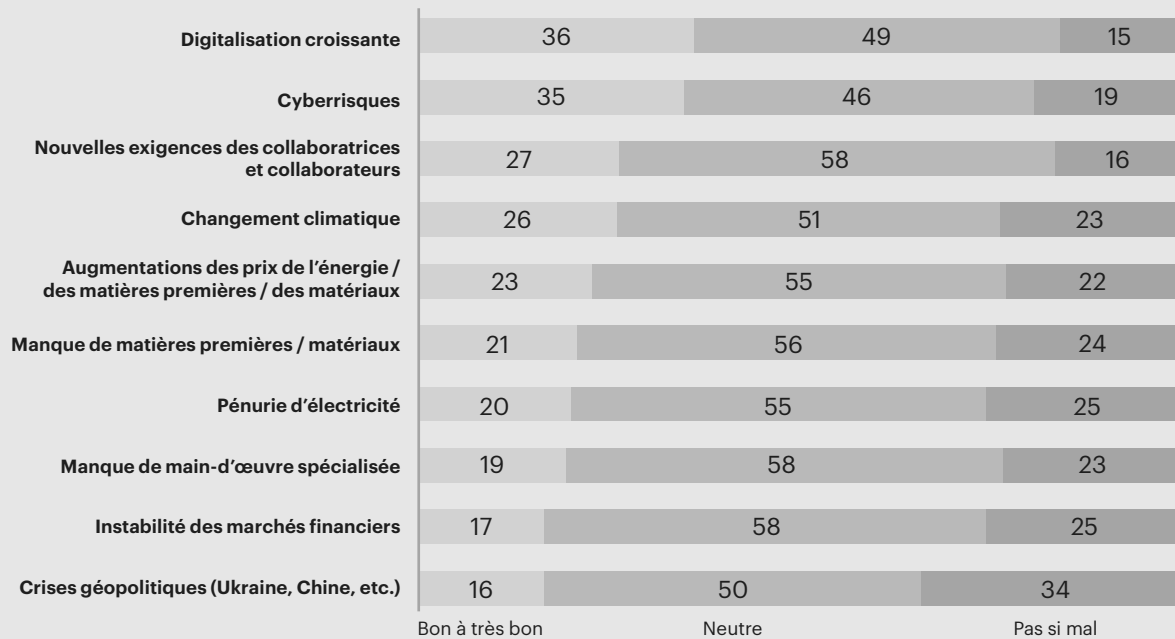
Tous les défis et crises ne requièrent toutefois pas la même attention ni la même approche de solution afin de renforcer la résilience de manière ciblée. Tandis que 62% des PME suisses au total indiquent être résistantes voire très résistances aux crises actuelles, les réponses diffèrent légèrement suivant la nature de la crise (illustration 14, page 20).

En ce qui concerne les défis qui durent depuis plusieurs années déjà, tels que la digitalisation et les risques en matière de données qui l'accompagnent, de nombreuses PME semblent bien, voire très bien préparées, à l'heure actuelle. Elles sont 36% à être bien, voire très bien préparées, aux défis liés à la digitalisation et 35% aux cyberrisques associés. Ces chiffres sont plutôt positifs au regard du fait que les petites entreprises en particulier n'ont souvent pas accès aux tendances ni aux technologies actuelles, que celles-ci impliquent généralement des investissements relativement élevés et qu'elles doivent disposer de la main d'œuvre qualifiée en la matière. Le revers de la médaille toutefois, c'est que 15 à 19% signalent encore être insuffisamment, voire mal préparées, aux défis digitaux et aux cyberrisques. De même, seulement 20 à 23% des PME suisses sont bien, voire très bien préparées, à des hausses supplémentaires des prix des matières premières et de l'énergie et à des problèmes de disponibilité.

Afin de contrer les défis actuels et de renforcer leur résilience, les PME suisses prennent une multitude de mesures variées.

Illustration 14:
Dans quelle mesure votre entreprise est-elle préparée aux différents défis et crises actuels?

Valeurs exprimées en pourcentage



Environ 20% des PME suisses seulement sont bien voire très bien préparées aux défis relatifs à la hausse des coûts et à la pénurie d'énergie et de matières premières.

La mesure la plus importante prise par 38% des PME suisses est l'adaptation des processus. Au vu des principaux défis qu'il convient de relever, cela consiste sans doute en premier lieu à concevoir des processus plus simples et plus efficaces et si possible à les digitaliser et à les automatiser, notamment afin de compenser le manque de personnel qualifié.

Il est également important d'investir dans l'innovation. Dans de nombreux secteurs, la place économique Suisse et les PME se démarquent en effet grâce à l'innovation. Cela comprend certainement des investissements dans des produits et technologies, mais également dans l'innovation en matière de processus.

Elles réagissent notamment en ajustant leurs processus, en investissant davantage dans l'innovation et en adaptant leurs stratégies en matière de clientèle, de prix et de personnel aux actuels défis.

Avec 31% de réponses, la modification des stratégies en matière de clientèle et de prix est une autre mesure importante, de même que la modification des stratégies en ressources humaines avec 25%. Des mesures peu surprenantes dans le contexte actuel marqué par l'inflation, les hausses des prix des matières premières et de l'énergie et le manque de main d'œuvre qualifié.

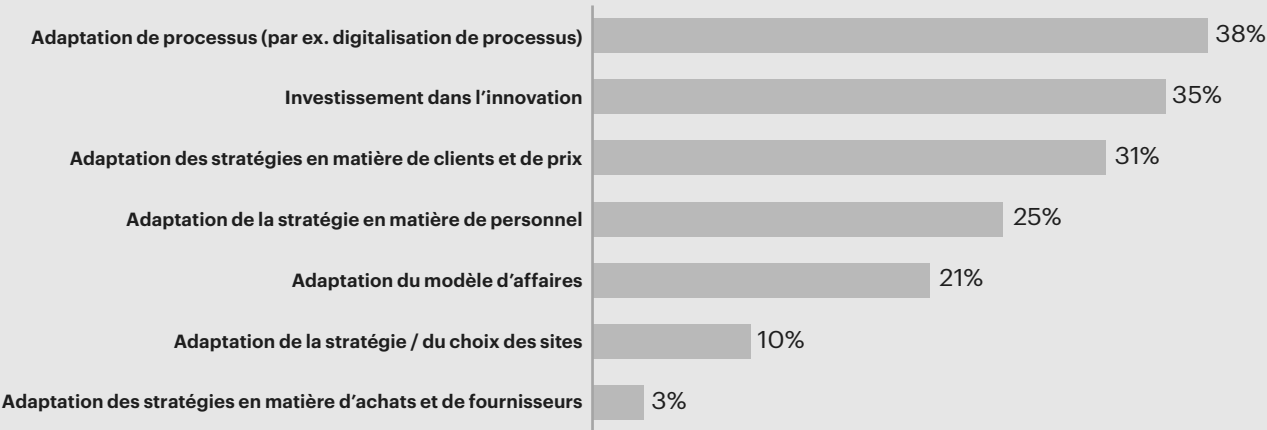
Les mesures plus drastiques telles que l'adaptation du modèle d'affaires jouent un rôle plus secondaire. Seulement 21% des PME ont procédé à de tels ajustements pour répondre aux crises actuelles. Toutefois, lorsqu'on demande aux PME dans quelle mesure elles ont adapté leur modèle d'affaires, 44% répondent tout de même qu'elles prospectent davantage de nouveaux canaux de vente et clients en réaction aux crises actuelles. Parmi elles, 39% indiquent qu'elles rendent leurs chaînes de création de valeur plus flexibles et 38% qu'elles exploitent davantage les canaux digitaux pour s'adresser aux clients. Cela suggère que la notion de modèle d'affaires regroupe des thèmes très variés, dont seulement un nombre limité peut directement être mis en rapport avec une réelle modification de la manière dont les entreprises mènent leurs activités (illustration 15).

En plus d'une vision plutôt globale des mesures d'atténuation des conséquences de crises, nous souhaitons également demander plus spécifiquement aux PME interrogées les mesures qu'elles prennent pour contrer la pression inflationniste, les problèmes d'approvisionnement et les prix de l'énergie, des matières premières et des matériaux, ainsi que le manque de main d'œuvre qualifié. Il s'agit de thèmes qui revêtent une grande importance pour les PME et constituent un défi de taille.

La majeure partie d'entre elles compensent les hausses des prix de l'énergie et des matières premières par des augmentations de prix (63%). En parallèle, elles sont nombreuses à avoir essayé de baisser davantage les coûts afin de rester compétitives. A cette fin, 35% ont recherché de nouveaux fournisseurs meilleur marché et 35% également ont cherché à augmenter leur productivité. Ce dernier point en particulier correspond aux efforts des PME suisses pour adapter leurs processus, tel que décrit ci-dessus. En ce qui concerne la situation en termes de prix, 28% des PME procèdent alors également à des adaptations des processus.

Illustration 15:
Dans quels domaines votre entreprise a-t-elle pris des mesures pour lutter directement contre les crises et défis actuels?

Valeurs exprimées en pourcentage, y compris les réponses multiples



Elles ont notamment fait face aux problèmes d’approvisionnement en développant des entrepôts et en constituant des stocks (52%) ou en essayant de renforcer les coopérations avec des fournisseurs (41%) ou d’en trouver des nouveaux (25%). Les autres mesures comprennent des modifications des produits et de leurs spécifications (18%) ou des adaptations et automatisations des processus (12%). Afin de contrer une éventuelle pénurie d’énergie, un peu plus de 50% des PME suisses ont également essayé d’optimiser leur consommation d’énergie ou ont investi dans de nouvelles sources d’énergie, telles que des installations photovoltaïques (30%).

Elles compensent le manque de main d’œuvre qualifiée en flexibilisant les modèles de travail, notamment en ce qui concerne les horaires de travail (35%), en augmentant les rémunérations (26%), ce que les employés attendent en période d’inflation, mais également en élargissant la recherche de candidats (24%) et en complétant le personnel par des travailleurs temporaires (23%). Les mesures telles que l’assouplissement des règlements en matière de télétravail (1%) ou les incitations supplémentaires telles que le congé maternité ou les programmes de santé psychique (1%) sont moins importantes pour les PME. Les règlements relatifs au télétravail ont en grande partie déjà

été assouplis durant la pandémie de COVID-19 et nous observons une tendance à des règles plus strictes afin de favoriser la collaboration, l’innovation et l’efficacité. Des programmes d’incitation supplémentaires sont notamment de plus en plus appréciés dans les grands groupes. Ils sont toutefois difficiles à mettre en œuvre pour les PME, en partie pour des raisons de coûts, mais aussi pour des raisons d’évolutivité sur un grand nombre de collaborateurs, afin que les programmes de santé psychique, par exemple, puissent être exploités de manière rentable (illustration 16).

86% des PME suisses considèrent que la économie place suisse est un facteur important pour renforcer leur propre résilience opérationnelle.

Un facteur à ne pas sous-estimer dans la discussion sur la résilience est celui de la place économique suisse, qui présente ses avantages et ses inconvénients. En effet, 86% des PME considèrent la Suisse comme

Illustration 16:
Quelles mesures les PME suisses ont-elles prises pour atténuer les risques et défis spécifiques pour leur entreprise? (Top 3 des réponses)

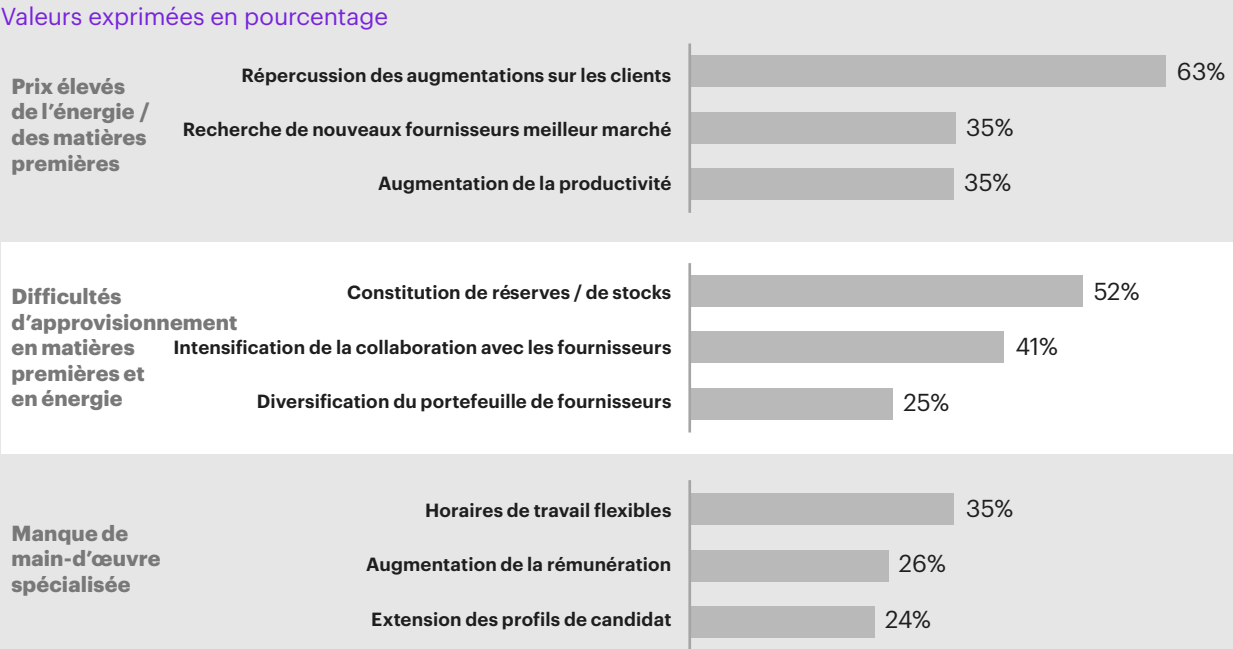
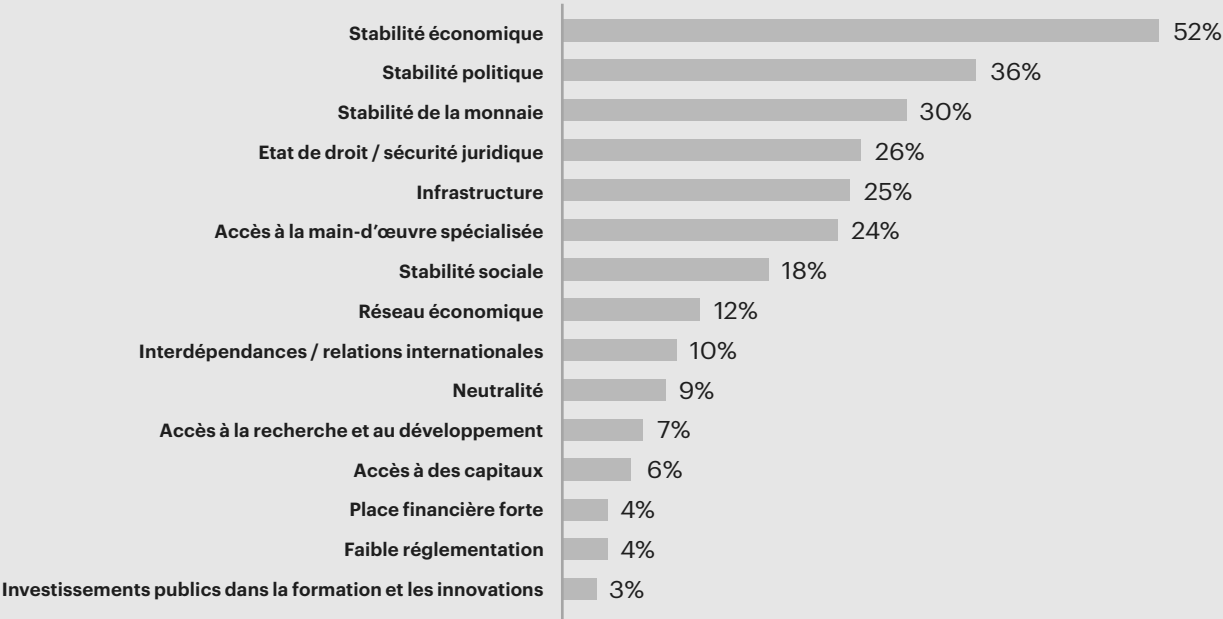


Illustration 17:
Quels facteurs de la place économique Suisse contribuent le plus à renforcer la résilience de votre entreprise?

Valeurs exprimées en pourcentage, y compris les réponses multiples



importante, voire très importante en ce qui concerne leur propre résilience. Elles apprécient notamment la stabilité de l'environnement économique (52%), de la situation politique (36%) et de la monnaie (30%). En outre, elles sont tout de même 24% à mentionner également l'accès à du personnel hautement qualifié, un chiffre surprenant au vu de la pénurie de main d'œuvre. La solidité de la place financière (4%) et l'accès à des capitaux (6%) sont en revanche moins importants pour les PME suisses (illustration 17).

Les avantages de la Suisse s'accompagnent toutefois d'inconvénients. Parmi ceux-ci, 56% des entreprises mentionnent le coût élevé du personnel qualifié dans la perspective du renforcement de leur résilience. Avec 38% des mentions, le manque de main d'œuvre qualifiée sur le marché suisse constitue également un inconvénient de taille. La réglementation croissante et les conditions cadres réglementaires (29%) viennent compléter le top 3.

En conclusion, on peut sans doute affirmer que les PME suisses s'efforcent de renforcer leur résilience face aux crises et défis à répétition, parfois liés les uns aux autres. Les principales sources de risques et ainsi les raisons majeures qui les poussent à améliorer leur résilience sont le prix et la disponibilité de

l'énergie, des matières premières et de personnel qualifié. Elles relèvent ces défis en premier lieu en optimisant leurs processus, en investissant dans l'innovation et en prenant des mesures ciblées afin d'augmenter leur efficacité énergétique, de prévenir les problèmes d'approvisionnement et d'augmenter leur propre attractivité pour les employés, notamment via des augmentations de salaire ou la flexibilisation des modèles de travail.

Pour les PME, les avantages apportés par la place économique Suisse viennent soutenir leurs efforts en vue de renforcer leur propre résilience. La situation stable, la sécurité juridique, les infrastructures bien développées ou l'accès à du personnel qualifié ne sont que quelques-uns des avantages mentionnés.

Malgré des efforts intensifs pour renforcer la résilience, les perspectives quelque peu pessimistes déjà décrites amènent à conclure que les PME ont encore du pain sur la planche. Parmi les défis actuels, nombre d'entre eux vont continuer à préoccuper les PME. Une bonne préparation est donc indispensable pour rester compétitif.

05 La mission de la politique reste inchangée: stabiliser les relations avec l'UE

Avec la fin de la pandémie, le gouvernement suisse est moins sous les feux des projecteurs qu'au cours des deux dernières années. Les défis demeurent toutefois pour les PME et dans une perspective légèrement pessimiste pour l'avenir, on peut se demander cette année encore quelles sont leurs attentes envers la politique. Quels sont les thèmes pertinents pour les PME suisses? Quelles sont leurs attentes à l'égard de la politique (illustration 18, page 25)?

Un thème domine depuis des années et pourtant, les PME estiment qu'il n'est pas suffisamment pris en compte: les relations avec l'UE. Elles souhaitent que la politique posent enfin des bases solides pour cette relation et clarifient la future collaboration entre la Suisse et l'UE. Comparé à d'autres thèmes, il a certes perdu un peu importance, mais il reste toutefois le thème numéro un. Ce n'est pas étonnant, les pays limitrophes et l'UE restent les principaux partenaires commerciaux de la Suisse. Les choses n'ont guère évolué depuis l'échec de l'accord-cadre il y a deux ans. Les priorités ne sont certes plus les mêmes depuis deux ans, mais la question de l'UE doit tout de même être résolue dans les meilleurs délais. Ce thème est particulièrement important pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 10 millions de francs (61%) ou supérieur à CHF 10 millions (66%). Pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à CHF 1 million, il revêt moins d'importance (20%), ce qui ne surprend guère puisque nombre d'entre elles sont plutôt orientées sur le marché national et entretiennent moins de relations commerciales avec les pays limitrophes.

Mandat principal confié à la sphère politique pour la cinquième fois de suite: construire les relations avec l'UE sur des bases solides.

Malgré le rôle important que jouent les prix de l'énergie et des matières premières pour la situation économique et le développement des PME suisses, la poursuite de la transition énergétique a encore perdu en pertinence depuis le sondage de l'an dernier et passe de la deuxième à la cinquième place cette année. Il semblerait que la situation en matière de sécurité d'approvisionnement en énergie et en matières premières se soit un peu apaisée. Les craintes d'assister à des pénuries massives en 2023 ne se sont pas réalisées, et l'approvisionnement a pu être assuré. La deuxième place est désormais occupée par un thème récurrent des sondages de ces dernières années, à savoir la nécessité de réduire la bureaucratie. En la matière, le potentiel de simplification et de digitalisation des processus administratifs est sans doute encore conséquent. Toutefois, nous ne pensons pas que ce thème soit au centre des préoccupations lorsqu'il s'agit d'expliquer les perspectives légèrement pessimistes des PME ou d'y faire face du point de vue de la politique.

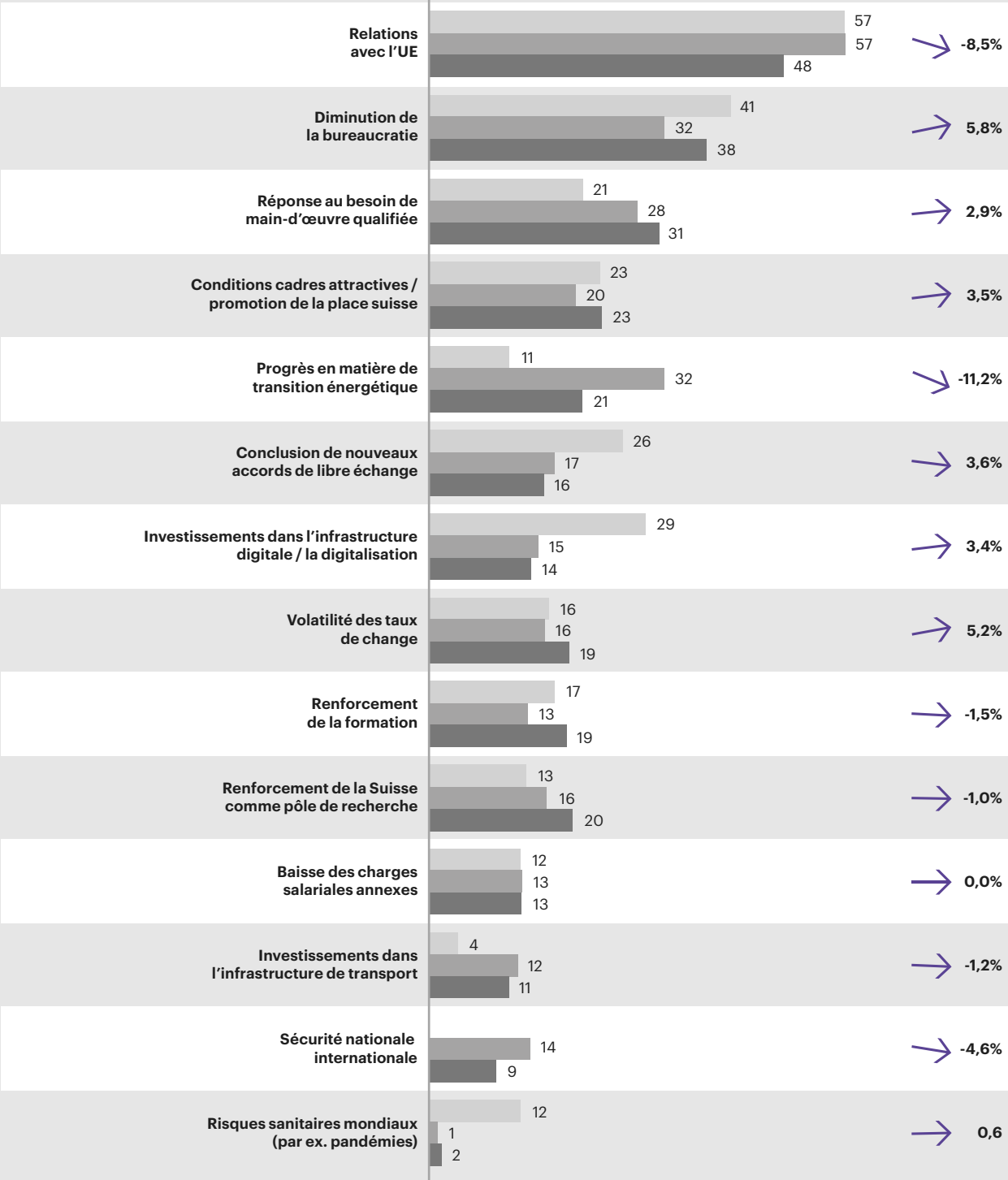
Il s'explique plutôt par la demande de prendre davantage de mesures afin de combler les besoins en personnel qualifié et de garantir des conditions cadres attractives et la promotion de la place économique Suisse. Ces deux thématiques ont elles aussi légèrement gagné en importance depuis l'an dernier et occupent cette année les troisièmes et quatrièmes places. Pour la sphère politique, le défi consiste à garantir que les PME suisses disposent de suffisamment de talents grâce à l'accès au marché international de l'emploi et à des formations de pointe en Suisse.

Des conditions cadres attractives et la promotion de la place économique Suisse sont indispensables, notamment face à la rude concurrence mondiale. Les PME suisses semblent s'accommoder de certaines conditions cadres, telles que le niveau des salaires. La baisse des charges salariales annexes se classe relativement loin dans la liste des thèmes les plus importants pour la politique (13% des mentions). Il convient toutefois de préserver les avantages de la Suisse, comme la flexibilité, la sécurité, la stabilité, les conditions favorables au développement économique, la formation de pointe et la force de la place scientifique. L'exigence visant à créer des conditions cadres plus attractives et à promouvoir la place économique Suisse peut être vue comme une mission consistant à préserver les nombreux points forts de la Suisse au lieu de les compromettre en raison de la bureaucratie ou de relations extérieures peu claires et pas suffisamment définies, par exemple. La sphère politique ne doit donc pas se reposer sur ses lauriers.

Illustration 18:
Quelles sont les trois principales thématiques auxquelles le Conseil fédéral devrait se consacrer ces douze prochains mois?

Valeurs exprimées en pourcentage, plusieurs réponses possibles

Variation par rapport à l'an dernier



2021 2022 2023

KEARNEY

Kearney compte parmi les leaders du conseil aux entreprises destiné à la direction supérieure. Le cabinet conseille des groupes internationaux et des PME de premier plan, ainsi que des institutions publiques. La société de conseil soutient ses clients dans la transformation de leurs activités et de leur organisation afin d'obtenir des avantages concurrentiels sur le long terme. Dans ce contexte, elle met l'accent sur la croissance et la digitalisation, l'innovation et la durabilité, ainsi que sur l'optimisation de chaînes de production et de livraison complexes et internationales. Kearney a été fondée en 1926 à Chicago. Elle a ouvert son premier bureau en dehors des Etats-Unis, à Düsseldorf en 1964. Aujourd'hui, Kearney emploie près de 3'600 collaborateurs aux quatre coins du monde, dans plus de 40 pays. L'entreprise de conseil est neutre sur le plan énergétique depuis 2010. Kearney a connu une forte croissance en Suisse ces dernières années. A l'heure actuelle, près de 60 conseillers à Zurich collaborent avec de nombreuses entreprises suisses et internationales, issues de tous les secteurs de l'industrie, se concentrant notamment sur les biens de consommation et le commerce, l'industrie pharmaceutique et les sciences de la vie, la fabrication de machines et le secteur manufacturier, ainsi que les télécommunications et le secteur de l'énergie.

www.kearney.ch



swiss export est un centre de compétences dédié au commerce extérieur en Suisse. Ses prestations intègrent un large éventail de séminaires et d'événements spécialisés, le conseil individuel autour de l'export, ainsi que le magazine spécialisé «swiss export Journal» consacré au commerce extérieur. L'association est un organisme à 100% privé, qui crée des avantages concurrentiels au profit de ses membres et qui place l'amélioration de la compétitivité ainsi que les conditions

cadres pour les groupes internationaux au cœur de ses activités. Outre une agence à Zurich et une représentation en Suisse romande, swiss export propose également un réseau de spécialistes.

www.swiss-export.com



RAIFFEISEN

Le **Groupe Raiffeisen** est le deuxième groupe bancaire de Suisse et une des banques leader pour les PME avec plus de 220'000 clients entreprises. Raiffeisen est présente dans toute la Suisse avec près de 220 Banques Raiffeisen indépendantes sur plus de 800 sites. En tant que banque coopérative, elle est profondément

ancrée au niveau local et crée ainsi une grande proximité avec les entrepreneuses et entrepreneurs. L'organisation sous forme de Groupe implanté sur tout le territoire suisse lui permet de proposer un vaste réseau d'experts ainsi qu'une offre de produits adaptée aux exploitations individuelles et aux moyennes entreprises.

www.raiffeisen.ch/entreprises



Angst+Pfister est un leader dans le développement et la fabrication de composants et de solutions d'ingénierie moderne qu'elle fournit à plus de 20'000 clients OEM dans de nombreux secteurs dans le monde entier. Chez Angst+Pfister, nous menons nos activités sous le signe de l'excellence technique, de l'innovation et

de la création de valeur pour nos clientèle. Pour ce faire, nous mesurons et améliorons en permanence l'efficacité et la qualité de nos produits et processus. Nous plaçons l'humain au centre de nos préoccupations dans notre écosystème. Nos clients et fournisseurs constituent le cœur de toutes nos activités. Notre objectif consiste à établir des relations qualifiées et des partenariats de confiance afin d'aider notre clientèle à trouver la solution adaptée à leurs besoins. L'intégrité favorise la confiance. C'est pourquoi en tant qu'organisation, nous nous engageons à ce que nos activités soient toujours empreints de sincérité et d'équité ainsi qu'à respecter nos engagements, en réagissant avec agilité et flexibilité aux exigences et à notre environnement.

www.angst-pfister.com

07 Le sondage

Pour la sixième fois consécutive, Kearney et swiss export ont réalisé un sondage auprès des PME suisses au printemps 2023. Alors que Raiffeisen et le Raiffeisen Centre des Entrepreneurs RCE ont été partenaires pour la quatrième fois, Angst+Pfister AG est venue s'ajouter à la liste cette année.

Groupe-cible et sondage

Les clients de Kearney, de Raiffeisen et de Angst+Pfister AG, les membres de swiss export et du Raiffeisen Centre des Entrepreneurs, ainsi que des entreprises abordées par le biais de contributions sur les canaux des réseaux sociaux constituent le groupe-cible du sondage.

Environ 463 entreprises ont participé à la collecte de données en ligne, dont 382 au total ont rempli le questionnaire en bonne et due forme; 152 d'entre elles proviennent du panel de PME de Raiffeisen.

La répartition sectorielle est comparable à celle de l'an dernier, mais elle diverge légèrement de celle du groupe-cible permanent et du bloc de données du panel de PME de Raiffeisen. Le groupe-cible permanent comprend environ 12% de PME de l'industrie métallurgique, 11% de l'industrie des machines, près de 10% d'entreprises du secteur des services et 8% appartenant au secteur agroalimentaire. Les 59% restants se répartissent sur 38 autres secteurs. Dans le panel clientèle PME de Raiffeisen, le secteur des services est davantage représenté, avec une part de 35%. Parmi les entreprises du groupe-cible permanent, 16% génèrent un chiffre d'affaires annuel allant jusqu'à un million de francs suisses, 31% un chiffre d'affaires compris entre un et dix millions et les 53% restants réalisent un chiffre d'affaires supérieur à dix millions de francs suisses. Dans le panel clientèle PME Raiffeisen, les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à un million de francs suisses sont davantage représentées, avec 57%. Dans l'ensemble, 85% des participantes et participants sont membres de la direction.

Nous remercions Valentin Kempster (Kearney) pour l'organisation et l'analyse de l'étude.



RAIFFEISEN



KEARNEY